

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722, avenue de Colmar
47916 Agen

Agen, le 23/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Agglomération d'Agen

8 rue andré Chénier
BP 90045
47000 Agen

Références : YKP/CM/UBD24-47/2026/84
Code AIOT : 0005209004

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2026 dans l'établissement Agglomération d'Agen implanté Rocade d'Estillac 47310 Estillac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Agglomération d'Agen
- Rocade d'Estillac 47310 Estillac
- Code AIOT : 0005209004

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Communauté d'Agglomération d'Agen est autorisée à exploiter, par arrêté préfectoral n°2007-158-1 du 7 juin 2007, complété par les arrêtés préfectoraux complémentaire n°2013002-0002 du 2 janvier 2013 et n°47-2022-01-25-00001 du 25 janvier 2022, une station d'épuration mixte de 30000 équivalent-habitants (EH), traitant les effluents d'industries majoritairement agroalimentaires. Le rejet des effluents traités se fait en Garonne.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection constate la présence sur site d'un stockage d'environ 10m³ de soude en cuve aérienne. Celle-ci était utilisée pour l'étape de saponification qui a été abandonnée.

L'exploitant organisera l'évacuation du produit dans la filière appropriée et mettra en œuvre le nettoyage de la cuve. Tous les déchets générés par cette opération seront également évacués dans les filières appropriées.

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées tous les éléments prouvant la mise en œuvre de ces actions.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mesures des émissions sonores	Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Bassin de confinement des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Registre déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
4	Autosurveillance du système d'assainissement	AP Complémentaire du 25/01/2022, article 5	Demande d'action corrective	1 mois
6	Prévention des nuisances olfactives	Arrêté Préfectoral du 07/06/2007, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Transmission des résultats de	AP Complémentaire du 25/01/2022, article 6	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	l'autosurveillance		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection demande à l'exploitant de mener plusieurs actions correctives afin de lever les non-conformités constatées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures des émissions sonores
Prescription contrôlée : La mesure des émissions sonores d'une installation classée est faite selon la méthode fixée à l'annexe du présent arrêté. L'exploitant doit faire réaliser périodiquement, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Ces mesures se font aux emplacements et avec une périodicité fixés par l'arrêté d'autorisation. Les emplacements sont définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée.
Constats : L'exploitant n'est pas en capacité de présenter un rapport de campagnes de mesures sonores depuis la mise en service de l'installation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fera réaliser, sous un mois à réception du rapport de visite, une campagne de mesures sonores par un organisme qualifié. Il justifiera les emplacements choisis pour mener les mesures de niveau de bruit et d'émergence (ces derniers seront clairement reportés sur un plan). L'exploitant transmettra le rapport de la campagne de mesures à l'inspection des installations classées dès sa réception.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Bassin de confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis
Thème(s) : Risques accidentels, Perte de confinement

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>En cas d'incendie, les eaux d'extinction sont collectées par les réseaux d'eaux pluviales qui se déversent dans le fossé de l'Agropole. Ces réseaux ne sont pas équipés de système d'isolement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant étudiera une solution pour récupérer l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre. Celle-ci sera dimensionnée pour la configuration du site après l'implantation de la seconde file de traitement et les risques inhérents à cette nouvelle configuration.</p> <p>L'exploitant complètera cette étude en évaluant les moyens de lutte contre l'incendie disponibles et/ou à mettre en œuvre (prise d'eau par exemple).</p> <p>L'ensemble de ces éléments sera soumis à validation du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) et sera mis en service, au plus tard, concomitamment à la mise en service de la seconde file de traitement mentionnée supra.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Registre déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'est pas en capacité de présenter un registre où sont consignés les déchets sortants. L'exploitant explique que, pour chaque sortie de déchet, un bordereau de suivi de déchet est édité par Eau de Garonne qui se charge d'organiser l'enlèvement. Aucune copie de ce bordereau n'est gardée sur site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant mettra en œuvre les mesures nécessaires pour disposer sur site des informations prévues à l'article susvisé.</p>

L'exploitant justifiera également la codification de chaque déchet produit ou expédié.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Autosurveillance du système d'assainissement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/01/2022, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance du système d'assainissement

Prescription contrôlée :

Les concentrations sont mesurées en entrée et en sortie de la station et au niveau du trop plein. L'exploitant devra conserver au froid pendant 24 heures un double des échantillons prélevés sur la station.

Lorsque les flux définis ci-dessous sont dépassés, l'exploitant réalise les mesures suivantes sur ses effluents aqueux, que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective.

1° La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu.

2° Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.

Paramètres		Fréquence de suivi
Débit		journalière
pH		journalière
DCO (sur effluent non décanté)	Flux > 300 kg/j	journalière
	Flux < 300 kg/j	bihebdomadaire
Matière en suspension	Flux > 100 kg/j	journalière
	Flux < 100 kg/j	bihebdomadaire
DBO5 (sur effluent non	Flux > 100 kg/j	journalière

décanté)		
	Flux < 100 kg/j	hebdomadaire
Azote global	Flux > 50 kg/j	journalière
	Flux < 50 kg/j	bimensuelle
Phosphore total	Flux > 15 kg/j	journalière
	Flux < 15 kg/j	bimensuelle
SEH		trimestrielle
Quantité de boues et taux de matières sèches		hebdomadaire
Analyse des boues (MO MS siccité N P K Ca PCB PCT métaux lourds CIS Hg F)		bimestrielle

Constats :

La fréquence d'analyse pour les paramètres suivants ne correspond pas à celle indiquée dans la prescription contrôlée:

- DBO5: une analyse bimensuelle complétée par une analyse mensuelle au lieu d'une analyse hebdomadaire
- Azote global: une analyse bimensuelle complétée par une analyse trimestrielle au lieu d'une analyse bimensuelle
- Phosphore total: une analyse bimensuelle complétée par une analyse trimestrielle au lieu d'une analyse bimensuelle

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant exécutera son programme d'autosurveillance en respectant les fréquences prescrites par son arrêté préfectoral complémentaire.
Ce programme ne se substitue pas aux analyses requises par l'Agence de l'eau.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Transmission des résultats de l'autosurveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/01/2022, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des résultats de l'autosurveillance
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats de l'autosurveillance des rejets via l'application GIDAF selon le cadre de surveillance défini dans GIDAF.
Constats : Les résultats de l'autosurveillance des rejets sont bien transmis sur GIDAF, l'exploitant est en mesure de prouver que les résultats pour le mois de février 2026 sont bien renseignés. Cependant, le cadre GIDAF ne correspond pas aux prescriptions contrôlées au point de contrôle N°4, il devra être modifié en conséquence par l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des nuisances olfactives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2007, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des nuisances olfactives
Prescription contrôlée : Le site de la station sera maintenu en permanence en état de propreté, les postes susceptibles de produire des nuisances olfactives seront couverts et désodorisés.
Constats : L'inspection constate que les locaux dans lesquels sont implantés le système de dégrillage, le bac de stockage de refus du système de dégrillage, le système de traitement des boues et les deux bennes de stockage des boues (les bennes étant par elles-mêmes capotées) sont fermés en permanence et munis d'un système d'aspiration dont l'air est traité par une tour de désodorisation par charbon actif. L'installation du flottateur et la fosse à graisses sont également couvertes et munies d'un système de désodorisation qui n'est cependant pas en état de fonctionnement (problèmes récurrents liés à la présence de condensation). Le bassin tampon est couvert mais non désodorisé tandis que le bassin de biocontrôle, utilisé comme bassin tampon jusqu'à la mise en service de la seconde file de traitement, n'est pas couvert. Le dossier d'autorisation environnementale de 2007 prévoyait pourtant que le bassin tampon soit désodorisé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, une synthèse des travaux envisagés pour respecter les mesures de lutte contre les nuisances olfactives prévues par le dossier d'autorisation environnementale, avec un échéancier. Il justifiera de l'abandon de certaines d'entre elles si celles-ci étaient considérées comme économiquement irréalisables ou inefficaces au regard des nuisances ciblées.

L'exploitant évaluera également les mesures prévues dans son dossier relatif à l'implantation de la seconde file de traitement à l'aune de ces mêmes critères.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois